Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Coupures-de-presse

17 mars 2007

Coupures de presse

Le Monde

Des dizaines de milliers de manifestants contre le réacteur de troisième génération

La mobilisation anti-EPR, organisée dans cinq villes - Rennes, Toulouse, Lyon, Strasbourg et Lille - par le réseau Sortir du nucléaire, a connu un réel succès en rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes, samedi 17 mars. Portant des drapeaux proclamant " Stop EPR ", les manifestants ont réclamé l'arrêt des travaux sur l'EPR à Flamanville (Manche) et la fermeture des vieilles centrales, notamment de Fessenheim.

Plusieurs candidats à la présidentielle avaient fait le déplacement, notamment Dominique Voynet à Toulouse et Olivier Besancenot à Rennes. " Pour nous l'EPR est inutile, car on est en surproduction d'électricité, et il est dangereux ", a déclaré le candidat de la LCR. La candidate des Verts a, elle, critiqué " la mollesse " et l'imprécision des positions des candidats de gauche sur le thème de l'EPR et leur a demandé de s'engager fermement contre le projet. Mme Voynet veut convaincre Ségolène Royal qu'" une des premières mesures à prendre si elle est élue " doit être l'arrêt de la construction de l'EPR.

La Provence

Des milliers de manifestants contre le projet d'EPR à Flamanville

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants -60.000 selon les organisateurs, 20.000 selon la police— ont réclamé samedi dans cinq villes de France l'abandon du projet de réacteur nucléaire de troisième génération (EPR) à Flamanville. André Durand AFP

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants -60.000 selon les organisateurs, 20.000 selon la police— ont réclamé samedi dans cinq villes de France l'abandon du projet de réacteur nucléaire de troisième génération (EPR) à Flamanville.

"C'est une mobilisation historique, comparable aux manifestations anti-nucléaires des années 70", s'est félicité Stéphane Lhomme, porte-parole national du réseau Sortir du nucléaire. Cette mobilisation à Rennes, Lyon, Toulouse, Lille et Strasbourg constitue un "avertissement" aux candidats à l'élection présidentielle, a-t-il estimé.

"Il y a un rejet massif de la population de tout projet de nouveau réacteur nucléaire", a-t-il affirmé. "Evidemment c'est un avertissement aux candidats à l'élection présidentielle. Ceux qui ne se prononceront pas contre l'EPR perdront des centaines de milliers de voix".

La plus grosse mobilisation a eu lieu à Rennes, avec 40.000 manifestants, selon les organisateurs, 10.000 selon la police. Le cortège a défilé dans une ambiance joyeuse avec musique et danses, aux cris de "Non, non, non à l'EPR, oui, oui, oui aux alternatives".

"Pour nous l'EPR est inutile, car on est en surproduction (d'électricité), et il est dangereux", a déclaré le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, présent dans le cortège.

Egalement présente dans la manifestation, l'ancienne ministre de l'Environnement Corine Lepage, récemment ralliée à François Bayrou, a jugé l'EPR "inutile". "L'intérêt de l'EPR est purement commercial dans une optique de privatisation du secteur énergétique, qui veut faire de la France le fournisseur exclusif de l'Europe en nucléaire", a-t-elle affirmé.

L'ambiance festive a dominé dans les cinq manifestations auxquelles avaient notamment appelé les associations anti-nucléaires, les Verts et la LCR. Les mêmes mots d'ordre ont été repris par les manifestants souvent déguisés ou vêtus de tuniques jaunes : "pour des alternatives au nucléaire, stop au réacteur EPR", ou encore "ni civil, ni nucléaire, sortons, sortons du nucléaire".

A Strasbourg, les manifestants ont observé un "die-in" de trois minutes sur une place du centre ville, intégralement recouverte de corps allongés "en hommage à Tchernobyl, Hiroshima et Nagasaki".

Outre M. Besancenot, deux candidats à la présidentielle ont exprimé leur opposition à l'EPR : l'altermondialiste José Bové, et Dominique Voynet (Verts). Ségolène Royal (PS) et François Bayrou (UDF) ont souhaité une remise à plat de la réflexion. En revanche, Nicolas Sarkozy (UMP) a fait valoir que les seules énergies renouvelables ne sauraient remplacer le nucléaire.

Dominique Voynet s'est dite "révoltée par la mollesse" des candidats de gauche à la présidentielle. "En 1997, le Parti socialiste, le Parti communiste avaient convenu qu'il ne fallait pas faire cette machine. Franchement, on a reculé", a-t-elle estimé

En France, l'énergie nucléaire assure 78% de la production d'électricité contre 16% dans le monde et 32% en Europe.

L'EPR est destiné à prendre le relais d'une partie des 58 réacteurs actuels, pour la plupart mis en service dans les années 1980.

Pour ses concepteurs -un consortium franco-allemand Siemens/Framatome-ANP (Areva)- l'EPR permettra une meilleure utilisation du combustible, une démultiplication des systèmes de sûreté et une moindre production de déchets, ce que contestent les anti-nucléaires qui y voient une technologie déjà obsolète.

Les partisans du nucléaire font aussi valoir son taux d'émission pratiquement nul de gaz à effet de serre (GES) à l'heure où l'UE s'engage dans la lutte contre changement climatique.

Platts

Anti-nuclear rallies across France

More than 40,000 people protested over the weekend against the French government's plan to build a new pilot nuclear power reactor, known as European Pressurized Reactor, EPR, organizers said. According to France's Sortir du Nucleaire, an anti nuclear coalition, the protests across the country on Saturday were among the biggest seen in France since the anti-nuke demonstrations of the 1970's. Police, however, put the total number of protestors under 20,000, reports said. The biggest protests took place in Rennes, followed by Lyon, Toulouse, Strasbourg and Lille.
"It was an extraordinary protest," said Stephane Lhomme, spokesman for Sortir du nucleaire. "French people don't want a new nuclear reactor. All the opinion polls show that they don't think new ones should be built but prefer investment in energy saving and renewable energy," Lhomme said. Some 59% of French people said they wanted a reduction in nuclear power in France, according to a poll by Eurobarometer, cited by the group. The government plans to start building the Eur3.3 billion EPR reactor at Flamanville in Normandy in December this year.
Campaigners are urging France's presidential candidates to pledge to halt EPR. According to Lhomme, two of the three leading candidates, Segolene Royal and Francois Bayrou, have now recognized that there should be a discussion and democratic debate over EPR. The two-round French presidential elections are scheduled take place in April and May.

Libération

L'EPR Noël est une ordure

Nucléaire.
Le projet de réacteur de Flamanville a réuni des milliers d'opposants dans cinq villes de province.

Manif anti-EPR à Rennes, Lyon, Lille, Toulouse et Strasbourg

La manifestation anti- EPR organisée samedi dans cinq villes de France par le réseau Sortir du nucléaire, qui fédère 760 associations a donné lieu à une mobilisation soutenue pour dénoncer les réacteurs de troisième génération et exiger la fermeture des centrales nucléaires, à commencer par les plus anciennes (Fessenheim, Tricastin, Le Blayet et Bugey). Le plus grand rendez-vous a eu lieu dans l'Ouest, en partie grâce à la proximité de Flamanville (Manche), endroit choisi par Areva pour implanter le premier réacteur pressurisé européen.

A Rennes

Chèques géants et coiffe bigoudène
Une foule enjouée, déterminée (40 000 d'après les organisateurs, quatre fois moins selon la police) donne aux rues de Rennes une dominante jaune soleil pétant. Ponchos bouton d'or, gilets de sauvetage, cirés... tout est bon. Question antinucléaire, les Bretons ont quelques acquis de lutte têtue

: Le Pellerin et Le Carnet en Loire-Atlantique, Plogoff dans le Finistère. Il y a des barbus et des mamans tapant sur des boîtes de conserve, un faux Père Noël pour un jeu de mots : « L'EPR Noël est une ordure », un type en costume de lapin blanc, des percussionnistes et un Olivier Besancenot, des monocyclistes et des joueurs de bombarde, des amoureux et des fanfares, des photos d'enfants irradiés et des chèques géants affichant le coût du réacteur : 3,3 milliards d'euros. « Faut pas rater la présidentielle pour avoir une discussion très sérieuse sur le nucléaire, dit Annette, une retraitée de Granville. Même si c'est pot de terre contre pot de fer. EDF, Areva n'arrêtent pas de mentir. Dans la zone de Cherbourg, le nucléaire, c'est un tabou. L'emploi sert de chantage, et les gens préfèrent ne pas savoir si leur môme a une leucémie. » La punkette surmontée d'une coiffe bigoudène en carton se repère plus que Corinne Lepage. Mais où est Bové ? Porte-parole de la Confédération paysanne, François Dufour, détaille un mot d'excuse : « La fin de semaine a été rude. José m'a appelé ce matin du Larzac, du fond de son lit où il grelottait. » Une grippe. Le député Vert Yves Cochet sera le seul animal politique connu à prendre la parole à l'issue du défilé.

A Lyon

Pessimisme côté candidats
Place Bellecour, à Lyon, Michèle Rivasi appelle dans le micro Ségolène Royal à « résister aux pronucléaires ». L'ancienne députée socialiste de la Drôme (aujourd'hui membre des Verts) et fondatrice de la Criirad, commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, est venue dénoncer l'EPR de Flamanville et aussi mettre en garde contre le projet Suez d'un EPR sur le site de la centrale nucléaire de Tricastin, au sud de Montélimar. Les quelque 6 000 manifestants venus de la région Rhône-Alpes, mais aussi d'Auvergne et du sud de la France, applaudissent. Le long cortège jaune se dirige ensuite vers le siège régional d'EDF, protégé par un important dispositif policier. Pierre, un instituteur de 50 ans, est descendu des monts du Lyonnais. Il est plutôt pessimiste. Aucun des candidats ayant une chance de gagner les présidentielles n'est selon lui « prêt à engager un vrai débat sur la question ».

A Lille
« On avance à reculons »
A Lille, les manifestants (2 000 à 3 000) sont un peu moins nombreux, mais la foule tout aussi colorée. Des vélos fleuris, avec klaxons à poire, lestés de chariots remplis d'enfants, de provisions, de tracts. Partout du jaune. Boléros fluo de cyclistes, jonquilles ou forsythias aux boutonnières, parapluies et faux bidons radioactifs jaunes. Partout des enfants, dont Pierre, 12 ans, qui a créé sa pancarte : « EPR, éternelle pollution radioactive ». Autour, des anars, des Verts, des réseaux de citoyens, des marchands de panneaux solaires. Sur scène, devant le palais des Beaux-Arts, quelqu'un explique qu'un réseau régional « de scientifiques et de citoyens réfléchit à trouver les solutions concrètes de sobriété énergétique » pour échapper à l'EPR , un projet qui, selon lui, est aussi dans les cartons pour la centrale de Gravelines. L'étude alternative de l'association Virage Energie est attendue pour 2008. Rue du Molinel, la manif démarre en marche arrière « pour montrer qu'avec l'EPR on avance à reculons ». Olivier, cheminot, imagine des « tuiles solaires sur tous les toits du Nord-Pas-de-Calais pour se passer d'une bonne partie de la centrale de Gravelines. C'est vraiment pas le nucléaire ou la bougie ».

A Toulouse
Voynet tape sur la gauche
A Toulouse, temps ensoleillé, bon état de la pelouse de la prairie des Filtres, arbitrage policier correct. Jeu engagé mais classique. Dominique Voynet a apprécié le rassemblement de plusieurs milliers de personnes sur la rive gauche de la Garonne. Tout juste arrivée de Béziers, où elle participait le matin à une manifestation pour la langue d'oc, la candidate des Verts s'est glissée discrètement dans la manifestation, sans prise de parole préalable. L'EPR de Flamanville serait un enjeu majeur de cette campagne présidentielle, explique-t-elle, si seulement y étaient abordés les débats de fonds qui

induisent les choix de société : « J'ai le sentiment que les candidats passent au contraire leur temps à répondre aux convocations des groupes de pression et à leur faire des promesses. » Elle se désole surtout de l'état de la gauche face à la question de Flamanville. Seule Ségolène Royal s'est engagée à un moratoire, compte-t-elle : « Le PCF de Marie-George Buffet reste muet sur le chapitre. » La gauche dans son ensemble est de toute façon, selon elle, frappée d' « atonie et d'aboulie », sans voix et sans volonté face à la politique nucléaire d'EDF. La manifestation inondait le Pont-Neuf et les quais de la Garonne.

A Strasbourg
Couchés place de la République
A Strasbourg, drapeaux et casaques orange pour les uns, robes noires, coiffes alsaciennes et masques à tête de mort pour les autres. Les militants de Bure Stop et ceux de Stop Fessenheim étaient les plus visibles dans un rassemblement qui a réuni 2 100 (selon la police) à 5 000 personnes (selon les organisateurs). Les premiers s'opposent depuis huit ans, dans la Meuse, à la construction d'un site pilote d'enfouissement de déchets nucléaires. Les seconds se battent depuis trente ans pour la fermeture de la centrale nucléaire alsacienne, la plus vieille de France. Le collectif a interrogé à ce sujet les candidats à la présidentielle. Et, parmi les éligibles, en a retiré « un élément de confiance vis-à-vis de Ségolène Royal », reconnaît Alain Schaffhauser, membre fondateur. La candidate PS s'est aussi engagée à fermer Fessenheim « si les conditions le permettent ». Les militants ont retenu l'engagement.
Présent dans la foule, Antoine Waechter, qui n'a pas réuni le nombre de parrainages requis pour postuler à la présidentielle, se dit en revanche prêt à faire confiance à François Bayrou : « Nous en sommes au stade de l'hypothèse. Elle reste à vérifier », précise le président du Mouvement écologiste indépendant (MEI), figure historique de l'écologie politique et tenant du « ni droite ni gauche ». Pourtant, sur le sujet du jour, c'est tout vu. « La première chose que nous a dite Bayrou, c'est que le nucléaire n'était pas négociable », reconnaît-il. Les Verts et la LCR, leurs porte-parole Yann Wehrling et Alain Krivine, des partisans de José Bové, la CGT et des anarchistes, Greenpeace et Droit au logement, ainsi que quelques Allemands, achevaient de colorer un défilé qui a fait, deux heures durant, le tour du centre-ville. Les manifestants se sont ensuite couchés place de la République, entre la préfecture et les tentes des Don Quichotte, pour trois minutes de die in, toutes sirènes hurlantes.

Le Républicain Lorrain

La mobilisation contre le réacteur EPR se durcit

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé hier dans cinq villes de France contre la construction du réacteur EPR à Flamanville, dans la Manche, et contre la relance du nucléaire.

La mobilisation contre la construction du réacteur EPR à Flamanville (Manche) et la relance du nucléaire a rassemblé hier des dizaines de milliers de personnes dans cinq villes de France. La principale manifestation a rassemblé entre 35 000 et 40 000 personnes, selon les organisateurs, 10 000 selon la police, dans les rues de Rennes. Le réseau Sortir du nucléaire, qui coordonne le Collectif Stop EPR, annonçait une participation de 9 000 personnes à Lyon, entre 5 000 et 10 000 à Toulouse, ainsi que 4 000 manifestants à Lille et Strasbourg.« Il s'agit d'une mobilisation historique », a déclaré Stéphane Lhomme, porte-parole national du réseau Sortir du nucléaire. « Nous sommes au moins deux fois plus nombreux qu'à la manifestation anti-EPR du 15 avril 2006 à Cherbourg. On est du niveau des mobilisations bretonnes anti-nucléaires des années 70 ».
Quatre-vingt associations et partis politiques avaient appelé à défiler contre le projet de construction du premier Réacteur pressurisé européen (EPR) français, un réacteur utilisant à la fois uranium et

plutonium, censé améliorer sécurité et rentabilité. Le collectif Stop EPR entendait faire pression sur les candidats à la présidentielle, dont certains ont rejoint les cortèges, comme Olivier Besancenot (LCR) à Rennes ou Dominique Voynet (Verts) à Toulouse. Le permis de construire de l'EPR de Flamanville a été délivré en août 2006. EDF anticipe ainsi un renouvellement de son parc de centrales à l'horizon 2020. Les manifestants rennais, pour la plupart habillés en jaune, couleur de ralliement du mouvement, ont vivement protesté contre l'opportunité de cette construction et contre la relance du programme nucléaire français en général. « Les travaux de construction sont prévus après les élections présidentielle et législatives, on est dans une situation où le match n'est pas encore terminé », a estimé Didier Anger, responsable de la coordination interrégionale anti-EPR. « Durant cette campagne, nous avons fait bouger les lignes, avec les positions de Ségolène Royal et celle de François Bayrou qui parlent désormais de pause », a-t-il ajouté. « Nous souhaitons désormais une promesse de suspension des travaux ».
Présent dans le cortège sous les couleurs de la LCR, Olivier Besancenot a avancé que « l'EPR est inutile, il est le symbole de ce que le lobby nucléaire en voie de privatisation essaie d'organiser à l'échelle européenne : des autoroutes de l'énergie. C'est avant tout du business alors que nous sommes déjà en surproduction ».
Corinne Lepage, ex-candidate à la présidentielle, s'est elle déclarée « opposée à l'EPR mais pas au nucléaire en général. On ne met pas 3,5 milliards d'euros dans un projet pour quelque 300 emplois alors qu'on pourrait investir massivement pour créer des milliers d'emplois autour des énergies renouvelables", a estimé la dirigeante du mouvement Cap 21. « Avec les 3,5 milliards d'euros que coûte cette machine, on peut créer à peu près 15 fois plus d'emplois dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique qu'à Flamanville » soulignait Dominique Voynet, présente dans le cortège de Toulouse et désireuse d'inciter les principaux candidats « à se positionner sur ce dossier pour lequel il y a simplement un peu de béton qui a été coulé ».

L'Union de Reims

Forte mobilisation contre le projet de réacteur nucléaire EPR

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants, 60.000 selon les organisateurs, 20.000 selon la police, ont réclamé hier dans cinq villes de France l'abandon du projet de réacteur nucléaire de troisième génération (EPR) à Flamanville. « C'est une mobilisation historique, comparable aux manifestations antinucléaires des années 70 », s'est félicité Stéphane Lhomme, porte-parole national du réseau Sortir du nucléaire. Cette mobilisation à Rennes, Lyon, Toulouse, Lille et Strasbourg constitue un « avertissement » aux candidats à l'élection présidentielle, a-t-il estimé.
« Il y a un rejet massif de la population de tout projet de nouveau réacteur nucléaire », a-t-il affirmé. « Evidemment c'est un avertissement aux candidats à l'élection présidentielle. Ceux qui ne se prononceront pas contre l'EPR perdront des centaines de milliers de voix. »
La plus grosse mobilisation a eu lieu à Rennes, avec 40.000 manifestants, selon les organisateurs, 10.000 selon la police.
L'ambiance festive a dominé dans les cinq manifestations auxquelles avaient notamment appelé les associations antinucléaires, les Verts et la LCR.
En France, l'énergie nucléaire assure 78 % de la production d'électricité contre 16 % dans le monde et 32 % en Europe. L'EPR est destiné à prendre le relais d'une partie des 58 réacteurs actuels, pour la plupart mis en service dans les années 1980. Pour ses concepteurs, un consortium franco-allemand Siemens/Framatome-ANP (Areva), l'EPR permettra une meilleure utilisation du combustible, une démultiplication des systèmes de sûreté et une moindre production de déchets, ce que contestent les antinucléaires qui y voient une technologie déjà obsolète. Les partisans du nucléaire font aussi valoir

son taux d'émission pratiquement nul de gaz à effet de serre (GES) à l'heure où l'UE s'engage dans la lutte contre changement climatique.

Le Dauphiné Libéré

RÉACTEUR EPR : Des miliers de personnes ont défilé hier en France, notamment à Lyon contre le nucléaire

Quelque 6 000 personnes ont défilé dans la capitale des Gaules. .
La direction régionale d'EDF protégée par les gardes-mobiles. Au départ de la manifestation place Bellecour, hier à Lyon, l'information a circulé parmi les organisateurs. "Quand on a déposé le parcours, on avait eu l'autorisation de manifester devant EDF pour déposer nos boîtes de conserves siglées du symbole anti-nucléaire, on apprend aujourd'hui que les règles du jeu ont changé". Malgré ce contretemps, l'ambiance était au rendez-vous. Les quelque 6 000 manifestants - 4 000 selon la police, 8 000 selon les organisateurs - étaient venus de loin : du Var, du Vaucluse, mais aussi du Puy-de-Dôme ou de la Nièvre. Sans parler des autres manifestations organisées en France (au total 60 000 personnes auraint défiler hier).
En fait à quelques semaines des élections, les antinucléaires veulent entrer dans la campagne. Ils dénoncent notamment le manque de transparence, de débat autour d'un sujet aussi important. Michèle Rivasi, ancienne présidente de la CRIIRAD, la première à avoir mis en lumière les effets en France de la catastrophe de Tchernobyl, considère que le nucléaire doit faire l'objet d'un débat : " J'encourage Ségolène à résister aux pro-nucléaires, et j'espère que Corinne Lepage sera un relais pour dénoncer l'EPR auprès du candidat qu'elle soutient ".

Nord Eclair

Des milliers de militants contre l'EPR

La journée de mobilisation contre le réacteur nucléaire de troisième génération, organisée samedi à Lille, Toulouse, Rennes et Strasbourg, a réuni entre 20 000 et 60 000 militants antinucléaires, dont plus de 2 000 à Lille.

S'ils considèrent le sujet qui les a poussés à crier leur inquiétude dans les rues des villes de France comme évidemment crucial, les militants antinucléaires ont cependant le sens du spectacle. Au gré du flot rythmé par les percussions des batucadas, on peut ainsi voir passer un Jacques Chirac caricaturé faisant l'apologie du nucléaire, un missile dans une main, une boîte « EPR » dans l'autre.
« Énergie préhistorique ruineuse »
Plus loin dans le cortège, une bande de clowns rigolards se balade avec des parapluies déchirés. « On les a testés : en cas d'accident nucléaire, on vous promet, il n'y a pas de problème », expliquent-ils.
Du côté de Greenpeace, on a fait dans le théâtral pour dénoncer ce que l'association écologiste désigne comme une « énergie préhistorique ruineuse », détournant ainsi le sigle de l'Européen Pressurized Reactor (EPR), le réacteur nucléaire de troisième génération dont la construction est prévue à Flamanville (Manche). C'est une troupe d'hommes de Cro-Magnon maniant le gourdin qui défile derrière les banderoles its-not-too-late.com.
Les rangs des Verts, particulièrement fournis pour cette manifestation, ont été renforcés par des militants venus de tous les départements au nord de Paris. Face au nucléaire, les Verts refusionnent

et les scissions se dissolvent d’elles-mêmes...
Soudain, lorsque le gros des troupes parvient sur la Grand-Place de Lille, une sirène retentit, assourdissante. C’est un faux accident nucléaire.
Tous les manifestants se couchent sur le sol, d’autres virevoltent autour d’eux pour marquer les contours des « cadavres ».
La pétition a recueilli 630 000 signatures. En tête, les « vélorutionnaires » manifestent, juchés sur leur selle. Pour beaucoup d’entre eux, cette manifestation n’est que la première étape d’une longue marche qui doit les emmener jusqu’à Bruxelles, en fin de semaine prochaine. « Nous serons une centaine au départ aujourd’hui, mais au total, une cinquantaine ira jusqu’à Bruxelles », explique Cécile Dubart, l’une des organisatrices « logistiques » de la marche.
À leur arrivée à Bruxelles, les militants marcheurs ont prévu de pousser les portes des institutions européennes pour apporter la pétition contre l’EPR qui compte aujourd’hui environ 630 000 signatures. « Mais les gens peuvent continuer de signer en ligne ! », insiste les militants. Le but est de parvenir à dépasser le stade symbolique, au plan européen, du million de signatures.

Reuters

Défilés anti-nucléaire dans plusieurs villes de France

PARIS (Reuters) - Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi dans plusieurs villes de France pour dénoncer les réacteurs de troisième génération de type EPR et demander la fermeture des centrales nucléaires, à commencer par les plus anciennes.

A cinq semaines du premier tour de l’élection présidentielle, les défilés organisés à Lille, Lyon, Toulouse, Strasbourg et Rennes avaient aussi pour but d’interpeller les prétendants à l’Elysée sur l’avenir de l’énergie nucléaire.

Selon le réseau Sortir du nucléaire, la manifestation "historique" de samedi, "digne des plus grands rassemblements des années 1970", a rassemblé 62.000 personnes au total.

Les manifestants "ont clairement démontré qu’ils ne voulaient pas de relance du nucléaire en France. Ils doivent être entendus", écrit l’organisation dans un communiqué.

A Strasbourg, la manifestation a rassemblé plusieurs milliers de personnes - 2.100 selon la police, 5.000 d’après les organisateurs - entre fanfare, batterie de tambour et orchestre de la CGT.

Le porte-parole des Verts, le Strasbourgeois Yann Wehrling, celui de la LCR, Alain Krivine, et le président du Mouvement écologique indépendant, l’Alsacien Antoine Waechter, participaient à la manifestation.

Un gigantesque "die in" (les manifestants se couchent par terre pour simuler une hécatombe) a marqué, toutes sirènes hurlantes, la traversée de la place de la République où se dresse la préfecture.

Aux pancartes "nucléaire non merci" répondaient les panneaux "Atomkraft nein danke", en moins grand nombre que d’habitude, la mobilisation allemande souffrant sans doute de l’abandon programmé de l’énergie nucléaire outre-Rhin.

Le gros des troupes était fourni par les militants des collectifs "Stop Bure", qui se battent, aux confins de la Lorraine et de Champagne-Ardennes, contre la construction d’un centre expérimental

d’enfouissement de déchets nucléaires et par les membres du collectif "Stop Fessenheim".

VOYNET À TOULOUSE

Déguisés en alsaciennes à tête de mort, ces derniers ont comme premier objectif la fermeture de la centrale alsacienne de Fessenheim (Haut-Rhin), la plus ancienne de France.

Des dizaines de milliers de personnes - plus 30.000 selon les organisateurs -, se sont rassemblées à Rennes.

"On est surpris par l’ampleur du défilé. C’est une très grosse réussite", a déclaré un porte-parole de Sortir du nucléaire, Stéphane Lhomme, qui se trouvait sur place.

Selon lui, "huit Français sur dix, même les gens qui s’accommodent des réacteurs actuels, sont contre la construction de nouveaux réacteurs".

Le réseau Sortir du nucléaire, qui fédère 760 associations, demande la fermeture en priorité de quatre centrales anciennes qu’il juge dangereuses : Fessenheim, Tricastin (Drôme), Le Blayet (Gironde) et Bugey (Ain).

A Toulouse 3.500 personnes selon police, 5.000 selon les organisateurs, sont parties des bords de la Garonne en direction de la place du Capitole. La candidate des Verts à la présidentielle, Dominique Voynet, était en tête de cortège.

Les manifestants réclament "un plan de sortie du nucléaire avant un drame comme Tchernobyl", a dit Stéphane Lhomme.

Le réacteur pressurisé européen (EPR, de l’anglais European Pressurized Reactor) a été conçu et développé par Areva NP, société commune de Areva et Siemens AG. Les objectifs affichés de l’EPR sont d’améliorer la sûreté et la rentabilité économique par rapport à celles des précédents réacteurs à eau pressurisée.

Pour ses détracteurs, l’EPR est dangereux, coûteux et aggrave le problème des déchets radioactifs.

Associated Press

Plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestent contre l’EPR

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé samedi dans cinq villes de France contre la construction du réacteur EPR à Flamanville (Manche) et la relance du nucléaire. La principale manifestation a rassemblé entre 35.000 et 40.000 personnes, selon les organisateurs, 10.000 selon la police, dans les rues de Rennes (Ille-et-Vilaine).

Le réseau "Sortir du nucléaire", qui coordonne le Collectif Stop EPR, annonçait une participation de 9.000 personnes à Lyon, entre 5.000 et 10.000 à Toulouse, ainsi que 4.000 manifestants à Lille et Strasbourg.

"Il s’agit d’une mobilisation historique", a déclaré à l’Associated Press Stéphane Lhomme, porte-

parole national du réseau "Sortir du nucléaire". "Nous sommes au moins deux fois plus nombreux qu'à la manifestation anti-EPR du 15 avril 2006 à Cherbourg. On est du niveau des mobilisations bretonnes anti-nucléaires des années 70".

Quatre-vingt associations et partis politiques avaient appelé à défiler contre le projet de construction du premier Réacteur pressurisé européen (EPR) français, un réacteur utilisant à la fois uranium et plutonium, censé améliorer sécurité et rentabilité. Le Collectif Stop EPR entendait faire pression sur les candidats à la présidentielle, dont certains ont rejoint les cortèges, comme Olivier Besancenot (LCR) à Rennes ou Dominique Voynet (Verts) à Toulouse.

Le permis de construire de l'EPR de Flamanville a été délivré en août 2006. EDF anticipe ainsi un renouvellement de son parc de centrales à l'horizon 2020.

Les manifestants rennais, pour la plupart habillés en jaune, couleur de ralliement du mouvement, ont vivement protesté contre l'opportunité de cette construction ainsi que contre la relance du programme nucléaire français en général.

"Les travaux de construction sont prévus après les élections présidentielle et législatives, on est dans une situation où le match n'est pas encore terminé", a estimé Didier Anger, responsable de la coordination interrégionale anti-EPR. "Durant cette campagne, nous avons fait bouger les lignes, avec les positions de Ségolène Royal et celle de François Bayrou qui parle désormais de pause", a-t-il ajouté. "Nous souhaitons désormais une promesse de suspension des travaux".

Présent dans le cortège sous les couleurs de la LCR, Olivier Besancenot a avancé que "l'EPR est inutile, il est le symbole de ce que le lobby nucléaire en voie de privatisation essaie d'organiser à l'échelle européenne : des autoroutes de l'énergie. C'est avant tout du business alors que nous sommes déjà en surproduction".

Pour le candidat LCR à l'élection présidentielle, "il faut associer les travailleurs de l'énergie à ce combat pour arrêter l'EPR et sortir du nucléaire, dans le cadre d'un vrai service public de l'énergie qui investit dans les énergies renouvelables telles que le solaire ou l'éolien".

Corinne Lepage, ex-candidate à la présidentielle, s'est elle déclarée "opposée à l'EPR mais pas au nucléaire en général". "On ne met pas 3,5 milliards d'euros dans un projet pour quelque 300 emplois alors qu'on pourrait investir massivement pour créer des milliers d'emplois autour des énergies renouvelables", a martelé la dirigeante du mouvement Cap 21, ralliée à François Bayrou.

Elle a rappelé que le candidat de l'UDF "s'est prononcé pour un nouveau débat sur l'EPR et sur un rééquilibrage des crédits de recherche entre nucléaire et énergies renouvelables". "Je souhaiterai qu'il aille encore plus loin", a-t-elle conclu.

A Toulouse, près de 5.000 personnes, 3.200 selon la police, ont défilé, avec dans leurs rangs la candidate des Verts Dominique Voynet.

"Avec les 3,5 milliards d'euros que coûte cette machine, on peut créer à peu près 15 fois plus d'emplois dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique qu'à Flamanville", a-t-elle souligné, incitant les principaux candidats "à se positionner sur ce dossier pour lequel il y a simplement un peu de béton qui a été coulé".

Venu de Bordeaux pour cette journée de mobilisation, Guillaume Vincent, 30 ans, membre du Comité de candidature de José Bové se désolait de ne "rien voir de concret en matière de développement durable et d'énergies renouvelables au niveau politique". Et de rejeter "l'argument de la réduction

des émissions des gaz à effet de serre en faveur du nucléaire", car "on oublie les déchets radioactifs et les risques". AP

Ouest-France

A Rennes, ils étaient 20 000 contre le nucléaire

Hier, à Rennes, 20 000 manifestants, venus du Grand Ouest, ont défilé contre le futur réacteur EPR de Flamanville. Une mobilisation dans la tradition antinucléaire de l'Ouest.

Combien de manifestants à Rennes ? 20 000 ? 40 000 ? Une certitude : le cortège a marqué les esprits.
Le Malouin Joseph s'est mis debout sur la balustrade. Fièrement coiffé d'un chapeau mexicain que l'on croirait sorti des malles d'une opérette, il harangue le cortège sur un air de Charles Trénet : « Qu'est-ce qu'on attend pour la planète ? Y'a du soleil. Et y'a du vent. Il faut penser à nos enfants ! »
Hier après-midi, à Rennes, ils ont été des milliers à y penser. Combien exactement ? Sur ce sujet, police et organisateurs ont une nouvelle fois joué un air d'accordéon : près de 10 000 manifestants selon les forces de l'ordre ; 40 000 selon le collectif « Stop EPR ». Plus probablement 20 000.

Sur les quais, à l'affiche du nouveau film d'Alexandra Leclère, « Le prix à payer », Nathalie baille tant le cortège s'étire. D'un bout à l'autre, il défile durant près d'une heure. Pas de doute, la mobilisation contre le futur réacteur EPR de Flamanville, qui devrait être mis en service en 2012, a drainé des manifestants de l'ensemble du grand Ouest : de Bretagne, de Normandie, des Pays de la Loire (Mayenne), mais aussi de La Rochelle, de Tours... « C'est normal. Il y a tout de même une longue tradition anti-nucléaire dans l'Ouest », rappelle le député des Verts, Yves Cochet, évoquant les manifestations de Plogoff, à la fin des années 70. Plusieurs personnalités ont également fait le déplacement. Olivier Besancenot est très entouré. « La clé du succès est la question de l'emploi. Il faut qu'on puisse rallier à notre cause les salariés d'EDF. Cela commence un peu. Emploi et environnement ne s'opposent pas », assure le candidat de la LCR à la présidentielle. Jean-Claude Pierre, du réseau Cohérence, en veut pour preuve l'exemple allemand. De l'autre côté du Rhin, où la dernière centrale devrait cesser sa production en 2023, « 175 000 emplois ont déjà été créés dans le secteur des énergies renouvelables », annonce-t-il.

A quelques pas de là, Corinne Lepage est également venue. L'ancienne ministre de l'Environnement, tout en étant fermement opposée au nucléaire, maintient son ralliement à François Bayrou, pourtant moins tranché sur cette question. « Il souhaite relancer un débat sur le nucléaire en France. Il reste, en tout cas, très ouvert et convaincu de l'intérêt des énergies renouvelables », assure-t-elle. « Vous avez vu José Bové ? », questionne une manifestante, appareil photo à la main. Parmi les personnalités annoncées, le leader altermondialiste est en fait le seul absent de la journée. Selon les versions, le candidat à la présidentielle serait, soit grippé, soit éprouvé par sa récente recherche effrénée de parrainages.

Qu'à cela ne tienne. Dans le défilé, les arguments contre le réacteur de Flamanville vont bon train. « Pour Areva, il ne s'agit que d'une vitrine commerciale qui lui permettra de vendre d'autres réacteurs en Inde ou en Chine » , assure Didier Anger du collectif « EPR : non merci ».

Quatre autres défilés hier après-midi, à Lille, Strasbourg, Lyon et Toulouse ont réuni plusieurs milliers de manifestants, 10 000 selon la police, plus de 20 000 selon les organisateurs. À Toulouse, Dominique Voynet, candidate des Verts à la présidentielle, se tenait en tête du cortège. Elle a fustigé

« la mollesse » des candidats de gauche sur le nucléaire.

Le Journal du Dimache

Forcing antinucléaire

« Une mobilisation historique ! » s'est enflammé hier Stéphane Lhomme, porte-parole du réseau Sortir du nucléaire et du collectif Stop EPR. Plus de 60.000 personnes selon les organisateurs, 20.000 selon la police, ont défilé hier dans cinq villes de France contre le projet de réacteur nucléaire de troisième génération (EPR) à Flamanville, dans la Manche. Des manifestations organisées à Rennes, Lyon, Toulouse, Lille et Strasbourg qui envoient, aux yeux des associations de défense de l'environnement, un « avertissement » aux candidats à l'élection présidentielle. « Ceux qui ne se prononceront pas contre l'EPR perdront des centaines de milliers de voix ! » a mis en garde Stéphane Lhomme.

Les manifestants avaient répondu à l'appel de dizaines d'associations antinucléaires et écologistes ou de partis comme les Verts et la LCR. A Rennes, qui a connu la plus forte mobilisation (40.000 manifestants selon les organisateurs, 10.000 selon la police), les politiques qui avaient rejoint le cortège ont également donné de la voix. « L'EPR est inutile car on est en surproduction [d'électricité], et il est dangereux ! » a déclaré le candidat de la LCR, Olivier Besancenot. Corinne Lepage, l'ancienne ministre de l'Environnement récemment ralliée à François Bayrou, a jugé ce nouveau réacteur « inutile », dénonçant son caractère « purement commercial dans une optique de privatisation du secteur énergétique ». Quant à la candidate des Verts, Dominique Voynet, qui défilait en tête du cortège à Toulouse, elle s'est dite « révoltée par la mollesse » de la gauche. « Nous souhaitons non seulement l'arrêt de l'EPR, mais aussi une prise de position très ferme de la part de nos partenaires de gauche. En 1997, le Parti socialiste et le Parti communiste avaient convenu qu'il ne fallait pas faire cette machine. Franchement, on a reculé », a-t-elle estimé. Jeudi, Ségolène Royal proposait, comme François Bayrou, une remise à plat de la réflexion sur ce projet. Nicolas Sarkozy, de son côté, a fait valoir que les seules énergies renouvelables ne sauraient remplacer le nucléaire.
E. C. (avec AFP)

Reuters

EPR : défilés anti-nucléaire dans plusieurs villes de France

PARIS (Reuters) - Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi dans plusieurs villes de France pour dénoncer les réacteurs de troisième génération de type EPR et demander la fermeture des centrales nucléaires, à commencer par les plus anciennes.

A cinq semaines du premier tour de l'élection présidentielle, les défilés organisés à Lille, Lyon, Toulouse, Strasbourg et Rennes avaient aussi pour but d'interpeller les prétendants à l'Elysée sur l'avenir de l'énergie nucléaire.

Selon le réseau Sortir du nucléaire, la manifestation "historique" de samedi, "digne des plus grands rassemblements des années 1970", a rassemblé 62.000 personnes au total.

Les manifestants "ont clairement démontré qu'ils ne voulaient pas de relance du nucléaire en France. Ils doivent être entendus", écrit l'organisation dans un communiqué.

A Strasbourg, la manifestation a rassemblé plusieurs milliers de personnes - 2.100 selon la police, 5.000 d'après les organisateurs - entre fanfare, batterie de tambour et orchestre de la CGT.

Le porte-parole des Verts, le Strasbourgeois Yann Wehrling, celui de la LCR, Alain Krivine, et le président du Mouvement écologique indépendant, l'Alsacien Antoine Waechter, participaient à la manifestation.

Un gigantesque "die in" (les manifestants se couchent par terre pour simuler une hécatombe) a marqué, toutes sirènes hurlantes, la traversée de la place de la République où se dresse la préfecture.

Aux pancartes "nucléaire non merci" répondaient les panneaux "Atomkraft nein danke", en moins grand nombre que d'habitude, la mobilisation allemande souffrant sans doute de l'abandon programmé de l'énergie nucléaire outre-Rhin.

Le gros des troupes était fourni par les militants des collectifs "Stop Bure", qui se battent, aux confins de la Lorraine et de Champagne-Ardennes, contre la construction d'un centre expérimental d'enfouissement de déchets nucléaires et par les membres du collectif "Stop Fessenheim".

VOYNET À TOULOUSE

Déguisés en alsaciennes à tête de mort, ces derniers ont comme premier objectif la fermeture de la centrale alsacienne de Fessenheim (Haut-Rhin), la plus ancienne de France.

Des dizaines de milliers de personnes - plus 30.000 selon les organisateurs -, se sont rassemblées à Rennes.

"On est surpris par l'ampleur du défilé. C'est une très grosse réussite", a déclaré un porte-parole de Sortir du nucléaire, Stéphane Lhomme, qui se trouvait sur place.

Selon lui, "huit Français sur dix, même les gens qui s'accommodent des réacteurs actuels, sont contre la construction de nouveaux réacteurs".

Le réseau Sortir du nucléaire, qui fédère 760 associations, demande la fermeture en priorité de quatre centrales anciennes qu'il juge dangereuses : Fessenheim, Tricastin (Drôme), Le Blayet (Gironde) et Bugey (Ain).

A Toulouse 3.500 personnes selon police, 5.000 selon les organisateurs, sont parties des bords de la Garonne en direction de la place du Capitole. La candidate des Verts à la présidentielle, Dominique Voynet, était en tête de cortège.

Les manifestants réclament "un plan de sortie du nucléaire avant un drame comme Tchernobyl", a dit Stéphane Lhomme.

Le réacteur pressurisé européen (EPR, de l'anglais European Pressurized Reactor) a été conçu et développé par Areva NP, société commune de Areva et Siemens AG. Les objectifs affichés de l'EPR sont d'améliorer la sûreté et la rentabilité économique par rapport à celles des précédents réacteurs à eau pressurisée.

Pour ses détracteurs, l'EPR est dangereux, coûteux et aggrave le problème des déchets radioactifs.

AFP (Rennes)

Des milliers de manifestants en France contre le projet d'EPR à Flamanville

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants -60.000 selon les organisateurs, 20.000 selon la police— ont réclamé samedi dans cinq villes de France l'abandon du projet de réacteur nucléaire de troisième génération (EPR) à Flamanville.

"C'est une mobilisation historique, comparable aux manifestations anti-nucléaires des années 70", s'est félicité Stéphane Lhomme, porte-parole national du réseau Sortir du nucléaire. Cette mobilisation à Rennes, Lyon, Toulouse, Lille et Strasbourg constitue un "avertissement" aux candidats à l'élection présidentielle, a-t-il estimé.

"Il y a un rejet massif de la population de tout projet de nouveau réacteur nucléaire", a-t-il affirmé. "Evidemment c'est un avertissement aux candidats à l'élection présidentielle. Ceux qui ne se prononceront pas contre l'EPR perdront des centaines de milliers de voix".

La plus grosse mobilisation a eu lieu à Rennes, avec 40.000 manifestants, selon les organisateurs, 10.000 selon la police. Le cortège a défilé dans une ambiance joyeuse avec musique et danses, aux cris de "Non, non, non à l'EPR, oui, oui, oui aux alternatives".

"Pour nous l'EPR est inutile, car on est en surproduction (d'électricité), et il est dangereux", a déclaré le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, présent dans le cortège.

Egalement présente dans la manifestation, l'ancienne ministre de l'Environnement Corine Lepage, récemment ralliée à François Bayrou, a jugé l'EPR "inutile". "L'intérêt de l'EPR est purement commercial dans une optique de privatisation du secteur énergétique, qui veut faire de la France le fournisseur exclusif de l'Europe en nucléaire", a-t-elle affirmé.

L'ambiance festive a dominé dans les cinq manifestations auxquelles avaient notamment appelé les associations anti-nucléaires, les Verts et la LCR. Les mêmes mots d'ordre ont été repris par les manifestants souvent déguisés ou vêtus de tuniques jaunes : "pour des alternatives au nucléaire, stop au réacteur EPR", ou encore "ni civil, ni nucléaire, sortons, sortons du nucléaire".

A Strasbourg, les manifestants ont observé un "die-in" de trois minutes sur une place du centre ville, intégralement recouverte de corps allongés "en hommage à Tchernobyl, Hiroshima et Nagasaki".

Outre M. Besancenot, deux candidats à la présidentielle ont exprimé leur opposition à l'EPR : l'altermondialiste José Bové, et Dominique Voynet (Verts). Ségolène Royal (PS) et François Bayrou (UDF) ont souhaité une remise à plat de la réflexion. En revanche, Nicolas Sarkozy (UMP) a fait valoir que les seules énergies renouvelables ne sauraient remplacer le nucléaire.

Dominique Voynet s'est dite "révoltée par la mollesse" des candidats de gauche à la présidentielle. "En 1997, le Parti socialiste, le Parti communiste avaient convenu qu'il ne fallait pas faire cette machine. Franchement, on a reculé", a-t-elle estimé

En France, l'énergie nucléaire assure 78% de la production d'électricité contre 16% dans le monde et 32% en Europe.

L’EPR est destiné à prendre le relais d’une partie des 58 réacteurs actuels, pour la plupart mis en service dans les années 1980.

Pour ses concepteurs -un consortium franco-allemand Siemens/Framatome-ANP (Areva)- l’EPR permettra une meilleure utilisation du combustible, une démultiplication des systèmes de sûreté et une moindre production de déchets, ce que contestent les anti-nucléaires qui y voient une technologie déjà obsolète.

Les partisans du nucléaire font aussi valoir son taux d’émission pratiquement nul de gaz à effet de serre (GES) à l’heure où l’UE s’engage dans la lutte contre changement climatique.
